

Extract of Pour Info - FSU - En ligne

<http://pourinfo.fsu.fr/Assurance-maladie-jusqu-ou-oseront.html>

Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale
(PFLSS)

Assurance -maladie : jusqu'où oseront -ils aller ?

- Archives - Année 2005-2006 - N°326 du 03 au 07 octobre 2005 -

Publication date: vendredi 7 octobre 2005

Copyright © Pour Info - FSU - En ligne - Tous droits réservés

Une lecture attentive du projet de loi de financement de la sécurité sociale a permis de mettre en évidence un projet scandaleux, que le gouvernement comptait sans doute dissimuler le plus longtemps possible aux français : en effet le ministre chargé de la sécurité sociale, lors de sa conférence de presse, s'est bien gardé d'annoncer qu'il projetait la mise en place d'un forfait de 18 euros sur les actes médicaux (en médecine de ville ou hospitalière) qui dépasseraient 91 euros.

Après l'augmentation du forfait hospitalier, programmée sur 3 ans, après l'instauration d'une franchise d'un euro, le gouvernement veut une nouvelle fois faire porter le chapeau des déficits aux malades. Malades, donc coupables... d'aggraver le « trou de la Sécu », ils devront prendre en charge une partie des frais médicaux aujourd'hui remboursés.

On imagine le poids d'une telle mesure sur les plus malades et les plus modestes d'entre nous. Le droit à la santé pour tous, déjà malmené par les régressions précédentes, serait ici gravement remis en cause. Le gouvernement compte sur les complémentaires santé pour assurer le remboursement de ce forfait, mais outre que 10 % environ des français ne possèdent pas de complémentaire, ces nouveaux transferts auront un effet sur les cotisations .

La FSU exige le retrait d'une telle proposition, qui enclenche de nouvelles régressions du régime obligatoire. Elle attend la mise en oeuvre d'une politique de santé ambitieuse, qui se préoccupe davantage des conditions de vie et de travail, intègre la prévention comme un aspect fondamental du système de santé, et favorise une meilleure coordination des professionnels de santé, ce que ne permet pas le parcours de soins aujourd'hui. Elle rappelle que les déficits sont liés à la fois à une organisation du système qui continue à favoriser la médecine à l'acte, encourage la liberté tarifaire, et autorise des augmentations d'honoraires qui grèvent le budget de la sécu, sans que le système en soit amélioré. Elle rappelle que ce sont les emplois et les salaires qui font les recettes de la sécurité sociale et que le gouvernement, par les politiques qu'il met en oeuvre, est donc en grande partie responsable du creusement des déficits. La FSU estime que de nouvelles modalités de financement doivent être discutées, prenant en compte la valeur ajoutée des entreprises.

La FSU appelle l'ensemble du mouvement syndical à réagir dans l'unité à cette nouvelle attaque, et dans un premier temps, les salariés à être massivement dans l'action le 4 octobre.